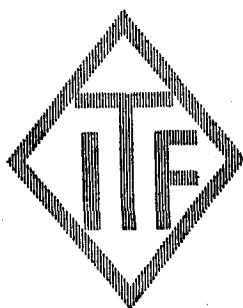


# FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT  
PARAÎT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET  
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET  
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-  
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST



N°6  
6e année

Amsterdam, le 19 mars 1938.

Deux millions d'Alle-  
mands ont disparu.

(I.T.F.) La "Deutsche Bergwerkszei-  
tung" écrit (dans son numéro du 27  
février): "Depuis 1929 la population

du Reich a augmenté, et en raison de l'accroissement naturel  
et à cause du retour du territoire de la Sarre, d'un peu  
plus de 4 millions... Le nombre des personnes occupées ou  
à la recherche d'un emploi devrait par conséquent être d'à  
peu près 1,4 million plus élevé. Toutefois il y a (et il y

avait en moyenne en 1937) un demi-million d'employés et d'ouvriers de  
moins que 8 ans auparavant. Près de 2 millions de personnes ont par con-  
séquent dû passer ailleurs. Ceci peut sans doute s'expliquer principale-  
ment par les besoins accrus de l'armée et de l'administration".

Cette constatation qu'il y avait en 1937 en Allemagne 2 mil-  
lions de moins de personnes occupées ou cherchant un emploi qu'on aurait  
pu supposer avec un développement normal, ne constitue pas seulement une  
très intéressante critique du bluff économique nazi, mais fournit aussi un  
une indication qui en dit long: 800 à 900.000 travailleurs allemands ont  
disparu!

Le nombre de personnes appelées sous les drapeaux ou à fai-  
re du service du travail est indiquée officieusement--pour deux années  
et demie-- par un million. Dans les prisons et camps de concentration  
languissent 100 à 200.000 prisonniers politiques. Nous avons donc retrou-  
vé, 1,1 à 1,2 million d'Allemands disparus. Où se trouvent toutefois les  
autres 800 à 900.000? Ils ne peuvent pas se trouver dans les bureaux des  
organisations nazies et des pouvoirs publics. Le nombre des fonctionnai-  
res publics est plus bas en Allemagne qu'en 1929; les employés qui les  
ont remplacé sont considérés comme "occupés" aux termes de la statisti-  
que s'ils ne gagnent pas plus de 7.200 marks par an. Par conséquent de  
deux choses l'une: ou bien le nombre des chômeurs est deux fois aussi  
grand qu'on ne l'indique officiellement, ou bien l'armée allemande est  
de plusieurs centaines de mille plus forte qu'on ne le reconnaît officieu-  
sement.

Le revenu du travail baisse en Alle-  
mande.

(I.T.F.) Dans "Wirtschaft und Sta-  
tistik" (2ème numéro de février) de  
l'Office de statistiques du Reich  
établit un calcul sur le revenu du travail pendant les 10 années écoulées.  
Selon ce calcul, les taux des salaires contractuels étaient en 1937 de  
20,7% plus bas qu'en 1929, les revenus hebdomadaires bruts \*) se trou-  
vaient de 19,7% au-dessous de 1929 et les revenus horaires \*) avaient bais-  
sé depuis 1929 de 21,3%. (\* On entend par revenu brut le revenu sans dé-

duction des retenues pour impôts, primes aux assurances-sociales et diverses cotisations obligatoires.

(Pour les rédactions: Ces calculs de l'Office de statistiques du Reich ne donnent une image claire que pour ce qui regarde le développement des taux horaires prévus dans les contrats. Il convient de considérer avec beaucoup de réserves les indications sur le développement du revenu brut. Pour 1937 ils ont été établis sur la base des relevés faits concernant les salaires payés dont on connaît le peu d'exactitude. Dans ces relevés --qui ne sont contrôlés par aucun représentant des travailleurs-- il est possible de tenir compte des besoins de la propagande. Vu qu'on n'indique jamais avec précision de quelles entreprises il s'agit, on peut substituer, pour les besoins de la cause, des catégories bien payées à des catégories beaucoup moins bien rétribuées et des entreprises situées dans des classes de lieu de résidence où la vie est plus chère à des établissements de classes de résidence inférieures. Nous avons parlé en détail de cette méthode qu'ont les Nazis d'établir des statistiques de salaires, dans les numéros du 22 août et du 27 novembre 1937. Les chiffres pour 1929 ont été recalculés suivant une méthode non connue dans les détails. Vu les méthodes de propagande coutumières dans l'Allemagne nazie, cette nouvelle publication dit seulement en somme, que les revenus bruts ne se trouvent en aucun cas de moins de 19,7, respectivement 21,3%, au-dessous de 1929.)

Les communautés d'entreprises nationales disparaissent au sein du Front allemand du Travail.

(I.T.F.) Après l'anéantissement des syndicats libres, les nationaux-socialistes avaient fondé de nouveaux organismes qui, après

quelques hésitations reçurent en 1934 le nom de Communautés d'entreprise nationales (Reichsbetriebsgemeinschaften). "Chaque entreprise indépendante occupant au moins 10 salariés constitue une "communauté d'entreprise" ainsi explique le manuel du Front allemand du Travail. Des entreprises "de la même sorte" furent groupées en communautés d'entreprises nationales. Les sections locales, arrondissements et districts des 18 communautés nationales furent placés sous le contrôle d'Offices du Front allemand du Travail. Les communautés d'entreprise nationales avaient pour tâche de mener une propagande nationale-socialiste au moyen d'arguments de nature sociale. On les avait chargées de cette tâche pour pouvoir renouer à la tradition des organisations syndicales disparues. De la sorte les propagandistes nazis se trouvaient souvent en opposition à de nombreux employeurs qui pratiquaient le "socialisme national de la réduction des salaires" sans tenir aucun compte des nécessités de la propagande nazie. Afin d'atténuer le caractère radical de leur activité, on priva en 1934 les communautés d'entreprise de leurs propres caisses qui furent placées entre les mains du Front allemand du Travail. La NSBO, l'organisation des cellules d'entreprise à laquelle avait adhéré la majorité des secrétaires du Front allemand du Travail, fut mise dans l'impossibilité de poursuivre son activité, après quoi toutes les organisations dépendantes des communautés d'entreprise furent dissoutes. Restent seuls les 18 sièges centraux à Berlin dont le nom a été transformé en "offices professionnels" (Fachämter) et qui ont comme unique tâche la publication d'organes pour la formation professionnelle. Probablement ces offices professionnels seront placés sous la direction d'un nouvel office central de la direction nationale du Front allemand du Travail, office central qui vient d'augmenter d'un le nombre des 15 offices centraux existant déjà.

Les sièges locaux et régionaux des communautés d'entreprise ont été incorporés aux secrétariats locaux et régionaux du Front du Travail. Cette centralisation rigoureuse, la subordination de l'agitation corporative aux "politiciens les plus sûrs et les plus capables du Front du Travail" ("Arbeitertum" ler mars 1938) a pour but d'apaiser les inquiétudes des employeurs et des dictateurs au sujet du danger d'un déraillement vers le radicalisme de l'activité nazie au sein des entreprises.

L'état d'esprit en Allemagne. (I.T.F.) Une semaine après le discours fait par Hitler au Reichstag où il a parlé du "dévouement sans réserves, de l'unité de décision et de l'esprit de sacrifice inébranlable" du peuple allemand, dans lequel il a signalé les "informations mensongères de la presse de l'étranger" concernant une crise de confiance au Troisième Reich, l'organe officiel de la direction suprême des S.A. doit ouvertement reconnaître l'existence d'une pareille crise de confiance. Dans un article retentissant qui occupe toute la première

page de cet organe "Der S.A.Mann" on peut lire: "Les centaines de mille de soirées de réunion, les cortèges démonstratifs, les cours d'éducation politique ont-ils eu raison de l'esprit indifférents et dénué de sens politique du bourgeois moyen? N'y a-t-il plus personne assez stupide pour attacher plus de prix à une demi-livre de viande de porc qu'à l'avenir de ses enfants? Avons-nous tous appris à être fiers par exemple de nous vêtir de laine artificielle, de nous servir d'autres matières de remplacement?.. Non, nous ne l'avons pas. Beaucoup d'entre nous feraient des folies pour avoir un costume anglais, beaucoup d'entre nous s'obstinent à ne pas voir les signes des temps; beaucoup d'entre nous cherchent systématiquement et avec un zèle effréné qu'il n'y a pas et ce qu'il ne saurait y avoir.....

Ce dont nous parlons c'est de la disette de beurre, du manque de pain blanc, de petits soucis et d'enfantillages ....Faut-il que nous nous comportions de manière à faire penser au monde entier que nous ne sommes toujours pas mûrs politiquement parlant et qu'après 5 ans d'une oeuvre gigantesque nous sommes toujours disposés à troquer notre sort d'Allemands contre une demi-livre de viande de porc et contre de l'incivisme?.....Lorsque le doute commence à avoir le dessus sur toutes les tendances naturelles, sur tout optimisme sain, toute foi et tout esprit de sacrifice, il est plus que temps de l'extirper.." (S.A.Mann N° 9 du 26 février 1938)

L'espoir des Nazis de vaincre cette crise de confiance par une griserie nationaliste a été un des motifs de la pénétration des troupes allemandes en Autriche.

Des ouvriers fuient le paradis (I.T.F.) Les bureaux de placement en-  
de Göring. voient des ouvriers des professions les  
des plus diverses pour aller travailler dans  
les mines "Hermann Göringwerke". Les mineurs des bassins houillers sa-  
vent bien en effet dans quelles conditions primitives il faut travailler  
dans la région de Salzgitter et ils cherchent à se dérober le plus pos-  
sible. Dans ces mines on travaille en partie à la lumière du jour. Le  
N° du 10 mars du "Angriff", le quotidien du Front du Travail écrit que  
dans nombre de ces mines, la bande transporteuse n'est même pas couver-  
te d'une toiture, que des mineurs doivent pendant des jours entiers res-  
ter dans la boue et ne reçoivent même pas toujours des bottes en caout-  
chouc. Ces ouvriers sont logés dans des baraques.

Leurs salaires sont si bas que les bureaux de placement sont  
obligés de continuer à payer aux familles une partie de l'allocation  
de chômage. Ce n'est guère étonnant qu'un nombre de ces mineurs --ainsi  
le "Angriff" --qui en ont bien vite assez de leur nouvelle occupation,  
montent dans le train et rentrent dans leur patrie" dès qu'ils ont constaté  
comment les choses se passent dans les entreprises qui portent le  
nom de Herman Göring. Ils s'enfuient tout en sachant que pendant 6 se-  
maines ils seront privés de toute allocation de chômage et ne pourront  
pas trouver de nouvel emploi.

Défense d'augmenter les salaires. (I.T.F.) Une série d'entreprises alle-  
mandes ont dû consentir à leurs ou-  
vriers spécialisés une augmentation de salaire afin d'empêcher qu'ils  
s'en aillent travailler ailleurs. Afin de protéger les employeurs contre  
ces mouvements, le "Chef du placement de la main-d'oeuvre dans le cadre  
du Plan quadriennal" a autorisé le 1er mars 1938 les bureaux de place-  
ment provinciaux d'interdire aux établissements qui, en offrant des taux  
de salaire surfaits, ont attiré chez eux les travailleurs spécialisés,  
d'engager de nouveaux ouvriers ou employés, sans l'approbation expresse  
de l'Office de placement. Les Offices de placement pourront poser leurs  
conditions pour accorder cette approbation, par exemple l'interdiction  
de payer des salaires supérieurs au tarif.

Les mesures de protection des ou- (I.T.F.) La mécanisation croissante  
vrières des briqueteries allemandes au sein de nombreuses briqueteries  
sont pratiquement supprimées. allemandes a amené ces derniers  
temps l'emploi accru de femmes. On  
exige de ces femmes les travaux les plus durs en ignorant froidement  
les lois de protection ouvrière. C'est ainsi que par exemple il est in-  
terdit en Allemagne depuis 25 ans déjà d'employer des femmes pour ame-  
ner le charbon aux fours au moyen de brouettes. On a tourné cette in-  
terdiction en obligeant les femmes à porter le charbon sur le dos dans  
des hottes (Reichsarbeitsblatt N° du 15 juin 1937). Les plaintes des  
ouvrières ne servirent à rien. Lorsque toutefois les médecins eurent

appelé l'attention sur le fait que dans ces circonstances la possibilité d'enfante<sup>m</sup> et ces ouvrières des briqueteries était compromise par l'effort excessif exigé d'elles, le gouvernement nazi intervint, rendant plus rigoureuse (le 5 juin 1937) les dispositions sur la protection des ouvrières. Il va sans dire que les Nazis célébrèrent cette décision avec leurs fanfaronnades coutumières comme un grand geste sur le terrain social.

6 mois plus tard, la nouvelle ordonnance était abolie en secret. L'industrie des briqueteries --ainsi le Völkische Beobachter du 26 février 1938-- a saisi le ministère du Travail d'une demande et le ministère a, par un décret du 16 décembre 1937 fait droit au désir des industriels. Le nouveau décret autorisait les fonctionnaires de l'Inspection du Travail à permettre des "dérogations". Ces dérogations sont devenues la règle.

Il est intéressant à ce propos de noter les considérations parues récemment sous l'en-tête "Le travail des femmes est réadmis dans les briqueteries". Il est question dans ces considérations d'une "violation très poussée et d'une abolition de fait sous la pression des circonstances, de l'ordonnance sur les briqueteries".

Pain sec et huile de lin. (I.T.F.) Un des rédacteurs du "Frankfurter Zeitung" s'est récemment enquis dans une grande fabrique berlinoise d'alimentation qui occupe quelques centaines d'ouvrières, pour savoir pourquoi les ouvrières ne déjeunent pas l'après-midi dans la cantine de la fabrique. Elles peuvent en effet "vu que l'entreprise paye une subvention pour que les prix restent bas, s'y procurer un repas pour 20 pfennigs... la nourriture n'est pas mauvaise; il y a généralement un ragoût de viande, de pommes de terre et de légumes". La majorité des ouvrières ont déclaré au rédacteur que vu leurs bas salaires, dépenser 20 pfennigs pour un repas, c'était trop. Le journaliste rappelle le vieil argument des Nazis que souvent le pain avec de la viande ou de la charcuterie coûte davantage. Mais il doit tout de même reconnaître que bien des ouvrières ne peuvent même pas s'offrir le luxe de margarine sur le pain et encore moins de viande: "Bien des femmes se contentent d'un peu de jus de raves sur le pain ou du pain trempé dans l'huile de lin, ce qui est encore meilleur marché" (Frankfurter Zeitung, 16 février 1928.)

Les bénédictions de l'autarcie. (I.T.F.) Dans son écrit "Warum Außenhandel" (Pourquoi le commerce extérieur) le Dr. Eicke, directeur de la Reichsbank constate que jusqu'en 1931 il y avait 3 à 4 millions d'ouvriers et d'employés allemands travaillant pour l'exportation, alors qu'aujourd'hui ce chiffre n'est plus que d'environ 2 millions.

### LES ELECTIONS DES CONSEILS DE CONFIANCE SONT DECOMMANDEES EN ALLEMAGNE

Hitler craint une opposition.

En vertu de la loi allemande sur l'Ordonnance du Travail national, les personnels dans les entreprises doivent voter tous les ans au sujet d'une liste d'hommes de confiance établie par le chef d'entreprise en accord avec les Nazis. Les élections doivent "selon le commentaire officiel avoir lieu au mois de mars. Deux semaines au plus tard avant le vote, la liste des candidats doit être affichée dans les entreprises (2e décret sur l'application de la loi du 10 mars 1934). Cette année le délai prévu a passé encore une fois sans que rien ne se fasse. Les "élections" des conseils de confiance ont pour la troisième fois été décommandées!

En 1934 et 1935, ces élections ont été autant de démonstrations de méfiance de la part des travailleurs contre la réaction sociale nazie. Dès 1936 et 1937 on a par conséquent décommandé les élections et prolongé d'un an le mandat des hommes de confiance. "Der Vertrauensrat" (du 10 avril 1937), l'organe officiel de l'Office social du Front allemand du Travail a déclaré l'année dernière en toute sincérité que le renvoi des élections des conseils de confiance "était appris dans tous les milieux intéressés avec satisfaction, vu que les corollaires que pareilles élections déclencherait sans nul doute dans les entreprises--en d'autres mots l'opposition ouverte contre la réaction nazie--doivent si possible être évités dans les temps de transition que nous

traversons actuellement.....D'autre part--il est nécessaire de le dire une fois en toute franchise-- un homme de confiance qui exerce son mandat comme il faut (selon les conceptions du Front du travail -Réd.) court le risque de ne pas être réélu par un personnel peu raisonnable".

Les Nazis se rendent compte qu'il est possible d'entraîner de grandes masses populaires dans une ivresse nationaliste, mais que les catégories ouvrières dont l'avis est d'une importance décisive continuent comme par le passé à opposer une résistance acharnée contre leur réaction sociale. Dans les entreprises allemandes, ce n'est pas les grands mots que l'on applaudit. On y lutte contre la réaction brutale des Nazis, contre les conséquences de la politique des "canons à la place de beurre". Afin d'empêcher que l'opposition contre la réaction des Nazis ne s'étende à la suite des élections dans les entreprises, les dominateurs du 3ème Reich ont tout simplement pour la troisième fois décommandé les élections des conseils de confiance qu'ils avaient eux-mêmes introduites..

La griserie nationaliste n'est pas un remède contre les tensions sur le terrain social.

Promesses nazies. (I.T.F.) L'entrée des troupes allemandes en Autriche a brutalement détruit des illusions qui, telles un brouillard, empêchaient beaucoup de voir clair! Le raid d'avions allemands de bombardement sur Vienne, l'invasion des troupes motorisées allemandes dans l'Etat "ami" voisin a démontré une fois de plus ce que valent les promesses des Nazis. Le 11 juillet 1936 Hitler écrivait dans une déclaration officielle: "Le gouvernement du Reich allemand reconnaît la souveraineté complète de la Confédération autrichienne. Il considère la constellation politique intérieure, y compris la question du national-socialisme autrichien, comme une question d'ordre interne dans laquelle il ne désire s'immiscer ni directement ni indirectement."

Vingt-et-un mois plus tard l'Allemagne contraignait l'Autriche à confier le ministère de l'Intérieur à un Nazi. Vingt-deux mois plus tard les troupes allemandes occupaient la Confédération souveraine autrichienne.

Les serments de paix des dictatures ne sont pas autre chose qu'une tactique de dissimulation destinée à leur faciliter une exécution à l'improviste de leurs plans de guerre.

La cause de la liberté. (I.T.F.) En février 1934 le gouvernement autoritaire de Dollfuss, appuyé par l'Italie, avait détruit les organisations ouvrières, principal pilier d'une Autriche indépendante. Il fallut longtemps, fort longtemps à la dictature catholique pour se rendre compte de la vérité: ses partisans ne constituaient qu'une infime minorité du peuple autrichien. De 1934 à 1938, la dictature catholique en Autriche a gouverné avec la police contre le peuple, réservée vis-à-vis des Nazis qui avec de l'argent allemand et des propagandistes allemands, ont réussi à grouper à peu près un tiers des Autrichiens sous la croix gammée, mais sans égards vis-à-vis des organisations ouvrières clandestines qui n'avaient pas un seul jour renoncé à la lutte pour la liberté et qui représentaient environ les quatre dixièmes du peuple. Les tentatives de gagner les ouvriers pour la dictature avaient échoué. La Fédération officielle des syndicats ne se modifia en autre chose qu'un réseau de secrétaires que du moment que des hommes de confiance avaient été élus dans les entreprises en des élections plus ou moins libres et que ces hommes de confiance avaient réussi à se faire valoir vis-à-vis des secrétaires désignés par le gouvernement.

Schuschnigg a longuement hésité avant de se décider pour une collaboration avec les travailleurs. Même lorsque le 21 février, le jour après le discours belliqueux prononcé par Hitler au Reichstag, des réunions d'hommes de confiance eurent élu une délégation chargée d'examiner en accord avec Schuschnigg les possibilités d'une lutte commune contre le danger nazi, il laissa s'écouler encore dix précieux jours en tergiversations. Le 3 mars seulement il reçut les représentants ouvriers. Le Nazi Zeiss-Inquart qui, sur l'ordre d'Hitler, avait été chargé du ministère de l'Intérieur, mit à profit ces dix jours pour mettre au pas la bureaucratie, pendant ces dix jours le Front patriotique, l'organisation de la dictature catholique, fut dissoute, pendant ces dix jours la police des provinces des Alpes abandonna les rues aux Nazis. Ce n'est que sous l'impression de cette dislocation que Schuschnigg chercha l'appui des ouvriers, qu'il leur promit plus de liberté de mouvement et un



un régime plus social. Il était trop tard. La dictature contre les travailleurs autrichiens a coûté à l'Etat autrichien son indépendance et le gouvernement autoritaire entraîna dans sa chute tous ceux qui voulurent lui venir en aide quand il était trop tard.

La liberté, l'indépendance d'un Etat ne peut être défendue de manière efficace que lorsqu'elle est la cause du peuple même. Dans les Etats où les classes laborieuses sont privées de leurs droits, la liberté est en danger constant. Lorsque, en février 1934, le parti catholique chrétien-social abattit les travailleurs à coups de canons et institua la dictature de "l'état corporatif" au lieu de s'unir avec les travailleurs contre le danger nazi, il a trahi la cause de la liberté de l'Autriche. Une partie de ceux qui sont responsables de cette politique expient leur faute dans les mêmes camps de concentration où ils ont tourmenté des socialistes et syndicalistes.

Le Statthalter d'Hitler à Vienne (I.T.F.) Hitler a désigné l'avocat viennois Zeiss-Inquart, que le Chancelier Schuschnigg dut, sur son ordre, admettre dans son cabinet, comme Statthalter du Reich à Vienne, c'est-à-dire comme gouverneur de la nouvelle province conquise, l'Autriche. C'est là la récompense d'Hitler pour celui qui, comme homme de paille de Berlin, a mis au pas l'Autriche. Seyss-Inquart était dans le temps avocat à Vienne et son étude était --ainsi que l'écrit le "Berliner Tageblatt" du 3 mars-- "favorisée par les principales entreprises industrielles". Les industriels seront donc satisfaits du choix d'Hitler.

La terreur à Vienne. (I.T.F.) Suivant de près les autos blindées de l'armée allemande, les bourreaux de la Gestapo ont fait leur entrée en Autriche. A l'aide de listes établies par des espions nazis en de longues semaines de travail patient, ils ont arrêté tous les syndicalistes, socialistes et communistes sur lesquels ils ont pu mettre la main. Il y a parmi ceux qui ont été arrêtés des membres de la délégation ouvrière qui était entrée en pourparlers avec Schuschnigg au sujet des chances d'une lutte pour défendre l'indépendance de l'Autriche. Ces syndicalistes avaient ajouté foi aux affirmations du Chancelier qu'il s'opposerait par tous les moyens à la mise au pas du pays. A l'heure décisive Schuschnigg recula devant la lutte et ceux qui, confiant en sa parole avaient renoncé à leur anonymat de militants clandestins expient à présent leur bonne foi.

Un meilleur sort n'est pas échu aux syndicalistes chrétiens. Le vieux Kunschak est arrêté et également Rott, en dernier lieu ministre dans le cabinet Schuschnigg, et le sous-secrétaire d'Etat Watzek, l'ancien militant syndicaliste libre.

Il paraît qu'une partie des prisonniers ont été transférés en Allemagne. On conçoit ce que cela veut dire! Les prisons de Vienne sont plus que pleines.

Le "Prager Presse" apprend de Vienne que jusqu'au 16 mars quelque 8000 fonctionnaires avaient été congédiés "uniquement pour motifs politiques".

L'Autriche "libérée". (I.T.F.) La propagande nazie tâche maintenant de présenter la violation de l'Autriche comme la "libération" d'un peuple qui attendait son libérateur. Elle rappelle qu'en 1918 le peuple autrichien demandait de manière unanime l'"Anschluss". Elle passe toutefois sous silence le fait qu'entre 1918 et 1938 il y a l'année 1933. En 1918 de libres Autrichiens désiraient faire partie d'un Reich allemand libre. Depuis 1933, depuis l'oppression des organisations ouvrières et depuis le début des persécutions des catholiques en Allemagne, les travailleurs autrichiens et les organisations catholiques qui voyaient clair, luttèrent en faveur de l'indépendance de l'Autriche de la croix gammée. Le plébiscite prévu pour le 13 mars 1938 aurait donné une majorité écrasante contre le Troisième Reich des camps de concentration. Hitler le savait, c'est pourquoi ses troupes ont fait leur marche sur Vienne le 12 mars.

A présent ses assommeurs pénètrent à coups de matraque les travailleurs autrichiens d'"enthousiasme" pour la croix gammée.

Le serment de fidélité. (I.T.F.) Une loi nazie du 15 mars oblige les fonctionnaires autrichiens à prêter un serment de fidélité à Hitler.

Celui qui refuse est licencié. Les fonctionnaires juifs ont été "mis en congé".

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME

Contre le chronométrage. (I.T.F.) En janvier le personnel des ateliers de réparations de la Reichsbahn allemande a été invité à participer au "concours national professionnel". Les fonctionnaires de la Direction centrale espéraient que les performances record qui seraient réalisées par les lauréats dans ce concours, leur permettraient de revoir le barème des temps alloués et de réduire ainsi les taux de la rétribution. Les ouvriers ne se sont pas laissés prendre au piège et un nombre minime seulement d'entre eux se déclarèrent prêts à prendre part au concours pour les chronométrages. Sur ce, les chefs d'ateliers ordonnèrent à un dixième environ des ouvriers la participation au concours professionnel national.

Le premier jour du concours presque tous les participants obligatoires étaient présents. Dès le deuxième jour toutefois--ainsi que l'écrit "Fahrt Frei", l'organe du groupement clandestin des cheminots allemands-- dans bien des ateliers plus de la moitié des participants contre leur gré ne se présentèrent plus; aucun d'entre ceux qui ont pris part au concours ne s'est laissé employer comme instrument pour réduire les temps-pièce! /en tout cas

Voilà comment a échoué la tentative de réduire les temps alloués au moyen du concours pour les travaux au chronomètre, cela grâce à la fermeté des ouvriers des 72 ateliers de réparation de la Reichsbahn. (Pour les rédactions: Voir les notices à ce sujet dans les numéros du 8 janvier et du 19 février 1938.)

Comment un Nazi décrit la "commu- (I.T.F.) La section pour la naviga-  
nauté de bord" sur les navires al- tion maritime de l'Organisation pour  
lemends, ----- l'Etranger du parti nazi, divulgue  
dans une circulaire confidentielle

les "instructions modèles" d'un des chefs dans la navigation maritime". Afin que les marins allemands ne soient pas renseignés sur le contenu de cette circulaire, elle n'a été reproduite que dans le bulletin de l'Organisation de l'Etranger du parti national-socialiste, section de la navigation maritime. "La présente feuille" ainsi lit-on comme entête à chaque numéro " n'est pas destinée à être rendue publique. Il est interdit d'en reproduire des articles même en extrait."

Il n'est pas difficile de comprendre à quoi servent ces précautions; la circulaire en question en effet se plaint d'une manière camouflée qui toutefois ne laisse pas d'être claire, sur des abus à bord qui entravent la propagande nazie et font apparaître sous un jour raisonnable et compréhensible le "mécontentement de lutte de classe" des équipages. A bord de bien des bâtiments on laisse s'encrasser le logement de l'équipage. C'est pourquoi la circulaire indique que "le souci de la propreté doit porter non seulement sur les ponts au milieu du navire mais aussi la partie où sont logés les hommes! Il faut prêcher aux marins que des divergences au sujet du contrat doivent à tout prix être évitées et que des litiges éventuels ne doivent en aucun cas être traités selon "les méthodes de la lutte des classes", malgré les "tracasseries" de la part de bien des commandants, tracasseries dont la circulaire est bien obligée d'avouer l'existence. Elle reconnaît que l'on se sert du journal de bord "comme une menace" et ajoute que cela n'a aucun sens vu que les marins répliquent par de la résistance passive. La circulaire met en garde les états-majors disant que " par les menaces et la contrainte on n'a jamais encore augmenté la joie au travail".

Les nombreuses plaintes au sujet de la nourriture insuffisante sont généralement qualifiées par les Nazis de " bougnages injustifiés". Toutefois, la circulaire confidentielle s'élève contre les pratiques de " vendre à terre les provisions de bord" et de "ne pas faire marcher le frigidaire --afin de faire des économies de courant-- pour que la nourriture reste décente même dans la Mer Rouge". Elle est bien obligée d'affirmer que "par des provisions insuffisantes et peut-être aussi par une préparation sans aucun soin des aliments, le mécontentement à bord trouve de quoi largement s'accroître! Les heures supplémentaires excessives d'autre part donnent lieu à des différends.

On comprend bien que les Nazis aient interdit de reproduire cette description authentique de la situation qui existe à bord des navires allemands.